

ANALYSE

Entre l'enclume intégriste et le marteau du FMI

ARABIES FÉVRIER 1987

Comment échapper à la dépendance ,
comment éviter l'explosion,
avec une dette extérieure
de 40 milliards de dollars
et une démographie galopante ?

PAR
GHASSAN
SALAMÉ



A enseigné la science politique à l'Université Saint-Joseph et à l'Université américaine de Beyrouth. Auteur du *Théâtre politique au Liban* (1975), de *La Politique étrangère de l'Arabie saoudite depuis 1945* (1980), de *Lebanon's Injured Identities* (1986) et de *Etat et société dans le Machrek arabe* (sous presse). Collaborateur de nombreuses revues spécialisées.

Le 26 septembre 1986, l'hebdomadaire cairote *Al-Mussawwar* publiait le « communiqué n° 10 du chef de la révolution islamique » : un article prospectif où Hussein Ahmad Amin imaginait le bilan des trois premiers mois d'un régime islamique fictivement installé sur les bords du Nil. Sur un ton sévère, le *Guide*, citant abondamment des versets coraniques, dresse un bilan de ses « réalisations ». Bilan assurément impressionnant : liquidation de tous les laïcisans, communistes, nassériens et autres wafdistes ; restrictions rigoureuses imposées aux Coptes et mise à mort de leurs dignitaires religieux ; élimination des islamistes modérés et autres « hypocrites » qui prétendaient faire partie du nouveau régime ; fermeture des musées, théâtres et salles de cinéma ; vente à l'étranger des antiquités pharaoniques anté- (donc anti-) islamiques ; démantèlement du système d'éducation ;

dénonciation par les jeunes de leurs parents « mécréants »...

En politique étrangère, le chef de la révolution se vante d'avoir élevé en Egypte un barrage islamique contre le chiisme iranien et l'athéisme soviétique ; avec l'aide financière de certains pays du Golfe et grâce à un traité d'amitié avec les Etats-Unis.

L'auteur de l'article, ambassadeur d'Egypte au Brésil, a en fait poussé jusqu'à leur aboutissement logique les thèses les plus récurrentes des *Gama'at* (formations islamistes) égyptiennes. Le régime politique que ce courant pourrait instituer, s'il accédait un jour au pouvoir, serait totalitaire, sanguinaire ; il décimerait, au sein même du mouvement islamiste, *démocrates et modérés*.

Il s'emploierait à aggraver le clivage confessionnel sunnite-chiite, qui mine déjà le Moyen-Orient, ne reconnaîtrait aucun droit aux non-musulmans, mais s'accommoderait d'une paix à du-

rée indéterminée avec Israël. Il plongerait l'Egypte dans le chaos, en démantelant les structures familiales et sociales, la vie économique, sans offrir d'autre alternative qu'une terreur policière qui tenterait de se justifier par une interprétation aussi arbitraire qu'exclusive du texte coranique.

Au Caire, l'article a donné à réfléchir : il y a de l'artifice dans le paradis promis aux Egyptiens par leurs islamistes les plus enthousiastes. Il fallait dénoncer cet artifice et c'est ce que Hussein Amin a fait avec astuce et courage, au moment où les opportunistes de toutes couleurs cherchaient à se donner un profil islamiste pour le cas où les « intégristes » l'emporteraient. Farag Fouda et Fouad Zakaria s'attellent à cette même tâche de salubrité idéologique. Egalement intéressante, l'entreprise d'une poignée d'intellectuels qui, tout en se réclamant de l'islam, tentent d'introduire au sein du courant religieux un minimum de réalisme et de rationalisme. Parmi ces *néo-traditionnalistes*, des personnalités qui avaient été par le passé marquées à gauche, telles que Adel Hussein, Tarek al-Bichri ou Ahmad Kamal Abou al-Magd.

Qu'un tel débat puisse avoir lieu relève presque du miracle. Les *Gama'at* menacent leurs opposants, non seulement du feu éternel, mais aussi d'un simple coup de feu ici-bas. Le gouvernement arrête les religieux les plus activistes et cherche à canaliser les courants plus modérés. Les autorités s'emploient, en fait, à contenir le mouvement plus qu'à l'affronter. Sorti d'une pénible confrontation publique avec deux dirigeants du mouvement islamiste, Fouad Zakaria, l'éminent professeur de philosophie, se plaindra dans des « leçons » – publiées dans les colonnes du même *Mussawwar* – de l'intolérance de ces groupes, de la pression para-militaire qu'ils exercent,

de leur comportement irrationnel, du flou extrême des «solutions» sociales et économiques qu'ils proposent, et, surtout, de l'absence de politique gouvernementale, culturelle ou idéologique destinée à répondre à des clichés simplistes, mais mobilisateurs.

Ce que Zakaria n'écrit pas, d'autres le disent : l'Égypte, sur ce chapitre et sur d'autres, n'est tout simplement pas gouvernée. Nul ne conteste l'intégrité du Président, ses bonnes intentions, son souci du bien public. Mais l'on doute ouvertement, et de tous côtés, de sa perspicacité, de la clarté des objectifs poursuivis, en fait de la simple existence d'une politique présidentielle, au-delà de la succession de premiers ministres plus ou moins crédibles

Car les problèmes se multiplient et s'aggravent. La politique d'ouverture économique lancée par Sadate (*Infitah*) a créé une classe de nouveaux riches rapaces, qui spéculent efficacement contre la livre égyptienne, s'enrichissent de la contrebande, poussent le gouvernement à démanteler le secteur public et étendent la corruption à tous les niveaux d'une administration aussi pléthorique qu'inefficace. Affronter ces requins, c'est s'aliéner le puissant lobby sadatiste, qui handicape le régime sur sa droite. Un lobby qui ne cache d'ailleurs plus ses objectifs. Répondant récemment à un universitaire qui se plaignait de la grave dépendance du pays vis-à-vis de l'aide extérieure, un ancien premier ministre s'est exclamé : «la dépendance à l'égard de l'Amérique, nous la cherchons de toutes nos forces ! C'est la seule garantie de survie du régime, de poursuite de l'aide extérieure et de calme sur le front avec Israël !»

Au-delà des options idéologiques, il y a une réalité sociale et économique qui défie toutes les solutions magiques proposées çà et là : des vagues propo-

messes des islamistes à la résignation béate du dirigeant susmentionné, en mal de formules toutes faites. De cette pénible réalité, la dette publique extérieure n'est que l'un des symptômes : plus de quarante milliards de dollars ! L'économie égyptienne a certes connu une croissance enviable de 7 à 9 % par an. Mais combien factice est cette expansion fondée sur l'exportation du pétrole, un produit épuisable dont les prix ont baissé ; sur un tourisme qui ne résiste pas à une fusillade dans le Sinaï, ou à un détournement ; sur les recettes du canal de Suez, qui doivent être partiellement englouties dans l'approfondissement du passage maritime ; sur l'épargne des travailleurs émigrés dans le Golfe, qui souffrent à présent de la récession dans les pays producteurs de pétrole.

Le développement des secteurs réellement productifs demeure modeste. L'agriculture n'a crû que de 3 % par an en moyenne et l'industrie de 4 %. La croissance PIB, (Produit intérieur brut), il faut la chercher dans le secteur des services, dans les importations surtout, qui représentent plus de la moitié du PIB. Tels sont les fruits d'un *Infitah* débridé, dans un pays qui n'en avait simplement pas les moyens. L'Égypte, dont la facture alimentaire dépasse 4 milliards de dollars l'an, n'a dirigé que 7 % de ses investissements vers l'agriculture. L'Égypte, hier première puissance industrielle de la région, voit à présent son industrie contribuer pour moins de 10 % dans la croissance enregistrée depuis 1975. Le véritable boom en Égypte est celui d'une démographie galopante : un million de nouveaux Égyptiens tous les neuf mois. Boom aussi de la consommation qui augmente à un rythme frénétique : 20 % par an en moyenne dans les années 70, 35 % dans les années 80.

Le baume qui a rendu suppor-

table cette formidable dégradation économique, a, pour nom endettement extérieur. Mais le remède a provoqué de redoutables effets secondaires : pressions du FMI (Fonds monétaire international), pour supprimer le soutien gouvernemental aux prix des denrées de première nécessité, dépendance politique multiforme, baisse continue du taux de change de la livre égyptienne. L'effet le plus pervers c'est, bien entendu, un déséquilibre de plus en plus grave dans la distribution des revenus, un mal qu'un visiteur même pressé pourra remarquer.

L'Égypte sent qu'une des voies de salut consisterait à réactiver son rôle régional, marginalisé par la montée des pays pétroliers puis par le rejet arabe des accords de Camp David. Le conflit irako-iranien a permis au Caire d'assumer à nouveau un certain rôle régional, grâce au soutien multiforme à l'Irak. Les déboires syriens du chef de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) ont fait de l'Égypte le parrain empressé des accords Hussein-Arafat. Les débordements iraniens laissent espérer un rapprochement avec l'Arabie Saoudite, peut-être amorcé lors de la rencontre à Paris du Raïs égyptien avec l'émir Salman (*Arabies* n° 1, p. 23).

Mais l'Irak demeure sous la menace d'une attaque-surprise ; les accords d'Amman restent gelés et l'Arabie demeure altière. De plus, Kadhafi reprend l'offensive au Tchad contre Habré, l'ami de l'Égypte ; alors qu'au Soudan voisin, Sadek el-Mahdi n'est certainement pas l'avocat le plus enthousiaste de l'amitié entre Le Caire et Khartoum. Quant à la Ligue arabe, elle n'est pas près de quitter son modeste immeuble tunisois de la rue Khayreddine-Pacha pour retrouver l'immeuble ocre qui jouxte Midan al-Tahrir et qui a été témoin de ses plus beaux jours.

Bref, plus l'Égypte s'ouvre aux gouvernements arabes, plus ces derniers paraissent lui échapper, heureux d'être soustraits à la tutelle, hier si pesante, du Grand Frère égyptien.

Dans les rues poussiéreuses du Caire, Gérard de Nerval avait, au siècle passé, humé une odeur de mort, celle qui résulte de la misère et du désespoir. Aujourd'hui dans ce même Caire toujours auréolé de ses mosquées fatimides, l'on perçoit aisément, derrière l'agitation bruyante de la rue, des nouveaux hôtels arrogants et des appartements luxueux, une profonde résignation à un sort ingrat. Il faut aimer l'Égypte d'un amour constant pour partager sa présente tristesse qui, comparée aux fausses joies d'autres capitales arabes, ne manque pas de dignité. Nul, dans l'élite intellectuelle du pays, n'ignore la gravité de l'impasse actuelle résultant, surtout, d'un insoutenable contraste entre une démographie débridée et les maigres ressources du pays. Pour autant, l'intelligentzia n'a pas renoncé à poursuivre des discussions aussi animées qu'inutiles.

Ceux qui savent se bercer sur les paisibles felouques dansant sur le Nil, ceux que Le Caire continue d'envelopper de sa chaleur hospitalière, n'oublient pas l'Égypte, à l'heure des épreuves. Les arabes doivent manifester à l'Égypte l'amitié d'un frère qui oublie et pardonne les errements d'hier, autant que la mégalomanie de naguère.

L'Europe peut encore beaucoup faire, pour empêcher l'Égypte d'être aujourd'hui prisonnière du FMI et demain sa victime. D'avoir laissé le khédivé Ismaïl s'embourber dans sa folle dette, la France d'il y a un siècle avait laissé le pays du Nil tomber sous l'orgueilleuse domination de Lord Curzon...